



**Katrin JADIN**  
*Députée fédérale*  
*Conseillère communale d'Eupen*

## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

**Katrin JADIN s'inquiète des dérives autoritaires en Turquie : « *Le régime turc profite de ce coup d'État manqué pour se défaire de ses opposants* ».**

*- Bruxelles, le 20 juillet 2016 -*

Alors que les observateurs internationaux mettaient en garde, au lendemain de la tentative ratée de coup d'État à l'encontre du président turc Recep Tayyip Erdogan, contre les risques de dérives autoritaires, l'actualité de ces dernières 72 heures laissent pourtant craindre le pire. C'est ce qu'a rappelé sans ambages la Députée fédérale Katrin JADIN (MR) au Premier Ministre Charles Michel ce jeudi, en Séance plénière.

Si Katrin JADIN condamne cette tentative de coup d'État militaire contre les institutions légales de la République de Turquie, la Députée ne peut cependant cacher sa préoccupation : « *La situation politique à laquelle nous assistons en Turquie depuis vendredi doit nous inquiéter au plus haut point. En quelques jours, la presse a été muselée, plus de 10.000 fonctionnaires de l'État - et au moins autant d'enseignants et doyens d'Université - ont été démis de leur fonction ou se sont vus interdits de quitter le territoire. Au moins 3.000 juges ont été suspendus tandis que plusieurs milliers de policiers et militaires ont été arrêtés* », explique-t-elle.

Pour la Députée libérale, la Turquie s'est engagée dans une dérive autoritaire qui « *s'écarte fortement des préceptes et valeurs démocratiques qui sous-tendent tout État de droit* ». Katrin JADIN rappelle à cet égard l'importance cruciale d'une réponse forte de la Belgique et de l'Union européenne : « **Comment un régime politique qui suggère le rétablissement de la peine de mort pourrait-il raisonnablement entretenir plus longtemps des négociations d'adhésion à l'Union européenne ?** », s'insurge la Vice-Présidente du MR.

Si le Gouvernement avait déjà condamné, dès le lendemain, la tentative de putsch ratée et appelé à la retenue dans la réaction d'Ankara, le Premier Ministre s'est montré intransigeant à la tribune de la Chambre : « **Ce qui se passe en Turquie aujourd'hui est une dérive autoritaire inacceptable, que nous condamnons** », ajoutant également que le régime « *tourne le dos aux valeurs européennes et dans ces conditions, l'adhésion à l'Union européenne était un « mirage* ». Il a aussi rappelé que le rétablissement de la peine de mort restait une « *ligne rouge* » qui ne pourrait faire l'objet d'aucune négociation. Enfin, l'ambassadeur de Turquie en Belgique sera convoqué ce jeudi après-midi au Cabinet des Affaires Étrangères pour s'expliquer sur les déclarations inacceptables de son porte-parole, relayées dans la presse néerlandophone.

Katrin JADIN, comme l'ensemble des groupes politiques de la majorité et de l'opposition s'est dite extrêmement satisfaite de la réponse du Premier Ministre : « **Nous avons besoin de ce message clair. Nous devons continuer à nous battre pour les valeurs démocratiques et de l'État de droit qui sont les nôtres !** », a-t-elle conclu.

**POUR PLUS D'INFORMATIONS, OU POUR NOUS FAIRE PARVENIR VOS  
TEMOIGNAGES, CONTACTEZ KATTRIN JADIN :**

Tél. : 0478/333.417 | e-mail : [kattrin@jadin.be](mailto:kattrin@jadin.be)